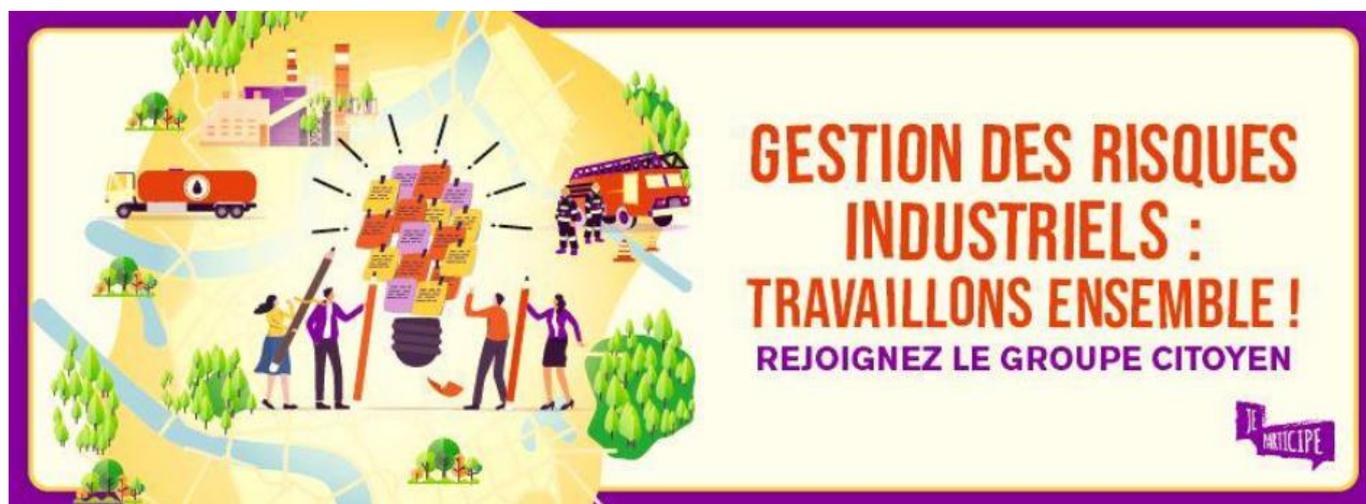


Groupe de travail citoyen « risques industriels »

Compte-rendu de la session 6

16 octobre 2023



La session n°6 s'est déroulée en 2 temps. Tout d'abord, une visite du site industriel d'AIR LIQUIDE au Grand-Quevilly à l'occasion des journées de la culture du risque organisées par la Métropole Rouen Normandie et ses partenaires (Etat, Associations, Industriels...). Puis, une rencontre avec UPSIDE (Union Pour la Synergie Industrielle et le Développement Économique) en présence de M. SAADI, Président et Mme LAPERDRIX, Déléguée Générale.

Visite du site d'AIR LIQUIDE

Le groupe citoyen a été accueilli par M. Jamel DRISSI (Responsable du site de Grand-Quevilly) et Mme Elise LAPERDRIX (association UPSIDE)

2 sessions ont été organisées :

- 6 participants pour la visite du mercredi 11 octobre – 17h30
- 6 participants pour la visite du jeudi 12 octobre – 17h30

Les deux sessions se sont déroulées sur le même modèle :

- Une présentation en salle de l'entreprise d'AIR LIQUIDE et ses activités
- Une visite des installations industrielles du site de Grand-Quevilly

Principaux sujets discutés avec les membres du groupe citoyen :

- Les volumes de stockage sur site et leur évolution dans le temps. Elle est en baisse mais ce n'est pas en lien avec la réglementation mais plutôt avec l'optimisation des process de travail qui permettent davantage d'efficacité et donc moins de stocks.
- Les différents procédés de fabrication des produits : O2, Argon, CO2, Azote...
- Les principaux accidents sur le site. Ils sont très rares et concernent très majoritairement des problèmes d'accidents physiques en lien avec la manipulation des bouteilles (douleurs lombaires, blessures...).
- L'organisation de crise du site. AIR LIQUIDE étant classé SEVESO seuil bas, le site dispose d'un POI (Plan d'Organisation Interne) qui permet de faire face à plusieurs scénarios d'accidents. Ce POI est testé et des contrôles sont réalisés par l'Etat.
- La formation des agents. AIR LIQUIDE forme régulièrement ses agents aux consignes de sécurité pour prévenir au mieux les risques d'accidents. 90 % des agents sont formés aux premières interventions.
- La manipulation des produits et l'optimisation des process.

Rencontre avec l'association UPSIDE (M. SAADI et Mme LAPERDRIX)

Astrolabe – Petit-Quevilly – 17h30

Nombre de participants du groupe citoyen : 5

Déroulement de la session

Présentation de la démarche citoyenne par *Hassan EL MACHKOURI*

1. Présentation du groupe citoyen au président d'UPSIDE
2. Présentation des 3 grandes thématiques sur lesquelles le groupe a souhaité travailler.
3. Explication de l'objectif du groupe : préfigurer une instance de dialogue pérenne sur les risques industriels.

Présentation des principales idées évoquées par le groupe par *Hassan EL MACHKOURI*

1. Elaborer une stratégie numérique de communication.
2. Proposer une stratégie de sensibilisation aux risques dans les écoles.
3. Travailler sur des scénarios d'exercices qui impliquent la population.
4. Créer une formation pour le grand public sur l'acquisition de bons réflexes.
5. Etablir un partenariat avec l'Université de Rouen (et/ou ATMO Normandie) pour réaliser et suivre les études relatives à l'impact sanitaire et/ou environnemental des activités industrielles.
6. Faire évoluer le dispositif « Allo Industrie » et tendre vers une application type S3PI de l'Artois.

Principaux échanges sur les 3 thématiques et les principales idées pour la future instance de dialogue.

Il est rappelé qu'UPSIDE fédère la plupart des sites SEVESO du territoire de la Métropole. L'objectif à moyen terme est de fédérer l'ensemble des sites SEVESO (haut et bas). Les ICPE génératrices de beaucoup de CO2 sont également ciblées pour adhérer à l'association.

M. SAADI, Président d'UPSIDE a rappelé la volonté des industriels de mieux informer les citoyens. A ce jour, la stratégie principale est de passer par les élus des communes afin qu'ils transmettent les informations à leurs administrés. Des rencontres avec les communes sont programmées en ce sens.

L'idée de passer par une instance de dialogue est intéressante pour UPSIDE qui souligne toutefois la nécessité de caler le périmètre, les cibles, les messages, les supports... Les participants de la réunion s'accordent sur la nécessité de proposer un véritable plan de communication partagé par l'ensemble des acteurs (Industriels, Collectivités, Citoyens, Etat). L'instance doit permettre de rendre « visible » et « digeste » les résultats des nombreuses études qui existent sur le territoire (notamment en matière de suivi environnemental des impacts des activités).

Parmi les priorités de communication identifiées par UPSIDE, il y a notamment la diffusion des bons réflexes en cas d'accident, mais également de l'information sur les activités industrielles (ce qui est produit, comment on travaille...). L'objectif est d'aller vers la population pour se faire connaître et contribuer à installer un climat de confiance sur le territoire. La question de l'acceptabilité des activités industrielles sur le territoire a été discutée durant cette réunion. Le prisme de la formation et du recrutement des futurs employés de ces sites est un sujet majeur pour M. SAADI qui souligne le fort besoin de compétences dans les années à venir (nouvelles activités industrielles, départ en retraite...).

Concernant le diagnostic et les missions de la future instance de dialogue, il apparaît que les pistes et questions posées dans le cadre de cette démarche rejoignent celles des industriels. A titre d'exemple, M. SAADI souligne qu'Allo-Industrie est un outil très utile qu'il faut faire connaître davantage mais que s'il existe des meilleurs outils (ex : application FAR du S3PI de l'Artois), il convient d'en étudier l'utilisation et la diffusion sur notre territoire.

Un échange a également eu lieu sur l'implication de l'Etat et ses services dans la future instance, ainsi que de l'articulation de celle-ci avec les instances déjà existantes. La Métropole Rouen Normandie a rappelé que des contacts existent avec la DREAL et la Préfecture sur la démarche actuelle. La formalisation d'une implication reste toutefois à discuter à ce jour, et celle-ci est souhaitée par les citoyens du groupe. Il a également été rappelé que l'instance de dialogue en cours de préfiguration n'a pas pour objectif de se substituer à des instances réglementaires existantes (ex : CSS) ni porter des missions de l'Etat comme le suivi des contrôles des industriels ou la définition de normes.

Un échange rapide sur l'implication de l'éducation nationale dans la future instance de dialogue a eu lieu. L'axe de travail évoqué étant la formation des futurs employés de l'industrie, mais également la sensibilisation de l'ensemble des élèves aux risques.

Enfin, après un rapide balayage des principales idées avancées jusqu'à présent par les citoyens du groupe de travail, UPSIDE affirme être favorable à l'idée de travailler sur celles-ci dans le cadre d'une future instance. Il conviendra cependant d'attendre la proposition finalisée du groupe citoyen pour se positionner définitivement.

Fin de la réunion 18h45.